

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2001 — 2067

[C — 2001/27451]

18 JUILLET 2001. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la deuxième zone (zone B) du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région Wallonne

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Vu le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne, modifié le 8 juin 2001;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1^{er}bis, modifié le 8 juin 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la deuxième zone (zone B) du Plan d'Exposition au Bruit des aéroports relevant de la Région wallonne,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la deuxième zone (zone B) du Plan d'Exposition au Bruit des aéroports relevant de la Région wallonne, il y a lieu d'entendre par :

1. travaux : les travaux d'insonorisation visés par l'arrêté du Gouvernement wallon précité pour autant que les composants remplacés soient de même nature que ceux existants ou équivalents.

2. entrepreneur : toute personne physique ou morale ayant obtenu l'attestation de qualification délivrée par « Qualisound » et reconnue par la Région wallonne conformément aux termes d'une convention signée entre celle-ci et Qualisound;

3. estimateur privé : l'association solidaire et conjointe d'un architecte inscrit au Tableau ou à la liste des stagiaires de l'Ordre des Architectes et d'un ingénieur acousticien adhérant aux principes définis dans la convention-cadre figurant en annexe I du présent arrêté et repris dans la liste des estimateurs privés agréés par la Région wallonne.

La liste des estimateurs privés agréés est régulièrement diffusée par la Région wallonne. Celle-ci indique pour chaque estimateur privé le numéro de son agrément par la Région wallonne.

Art. 2. La valeur de l'affaiblissement du bruit dans un local est déterminée par le coefficient :

$$D_{nT}, W + C^{tr}$$

défini comme Isolement brut standardisé pondéré (bruit route) selon la norme EN - ISO 717-1, et exprimé en dB(A).

Cette grandeur peut être mesurée in situ au moyen d'une source de bruit artificiel; elle s'effectue selon les principes de la norme EN - ISO 140-5 : 1998 selon la méthode du « haut-parleur global », sous réserve de ce qui suit :

1 au point 5.2, le haut-parleur est de type omnidirectionnel et est placé, si possible à un mètre au-dessus de la corniche la plus haute. Des restrictions sur cette position sont cependant acceptées si les conditions pratiques le requièrent. Les mesures s'effectueront avec un minimum de 2 positions différentes de la source, par bâtiment, afin d'exciter correctement les façades;

2. au point 4.2, le haut-parleur produit un bruit rose;

3. au point 5.3, les mesures sont effectuées aux fréquences normales à des intervalles d'une octave.

CHAPITRE II. — *Modalités des mesures d'accompagnement*

Art. 3. Le modèle de formulaire de demande d'aide visé à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité figure en annexe II du présent arrêté.

Art. 4. Le modèle de la convention-type visée à l'article 3, § 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité figure en annexe III du présent arrêté. Ce modèle de convention-type peut être complété par l'estimateur privé et le demandeur pour autant que cela n'entraîne pas de charges supplémentaires pour la Région wallonne.

Art. 5. Le modèle de dossier d'avant-projet visé à l'article 7, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité à compléter par l'estimateur privé figure en annexe IV du présent arrêté.

Conformément à l'article 7, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité, le dossier d'avant-projet est transmis à l'organisme par le demandeur. Ce dossier d'avant-projet est accompagné d'une estimation détaillée et justifiée des honoraires de l'estimateur privé tenant notamment compte de la charge de travail qu'impliquent les missions lui confiées. Le montant de ces honoraires est compris entre 1 250 euros (50 425 FB) et 2 500 euros (100 850 FB) hors T.V.A.

Art. 6. § 1^{er}. En application de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité, lorsque, en raison de spécificités techniques ou urbanistiques d'un immeuble d'habitation, aucune solution d'insonorisation de l'immeuble d'habitation ne peut être trouvée ou que les solutions techniques envisagées conduisent à des travaux trop importants, c'est-à-dire dont le coût estimé est égal ou supérieur à la valeur vénale de l'immeuble, l'organisme saisit la Commission d'avis sur les travaux d'insonorisation, dans les trente jours de la réception du dossier d'avant-projet visé à l'article 7, § 2 et à l'article 8, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité, afin qu'elle établisse un rapport technique à ce sujet.

§ 2. Le délai prévu à l'article 8, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité est suspendu et la procédure recommence à partir de la réception du dossier d'avant-projet complété par le rapport technique visé au paragraphe précédent.

§ 3. Sur base de ce rapport technique, l'organisme peut refuser de donner son approbation à l'exécution des travaux et proposer le rachat de l'immeuble selon une procédure de gré à gré, identique à celle applicable en zone d'extension économique.

Art. 7. Conformément à l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité, sur base du dossier d'exécution établi par l'estimateur privé, trois entrepreneurs au moins sont consultés. Les offres de ces différents entrepreneurs, comparées par l'estimateur privé, sont transmises à l'organisme ainsi que les coordonnées du ou des entrepreneur(s) choisi(s) par le demandeur, sur base de critères objectifs tels que notamment le montant de l'offre et/ou le délai proposé pour l'exécution des travaux.

Art. 8. En application de l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité, lorsque, en cours d'exécution des travaux, des vices cachés de construction sont découverts, le montant de l'aide peut être augmenté moyennant approbation préalable de l'organisme. Il peut en être de même des honoraires de l'estimateur privé pour autant que ceux-ci ne dépassent pas le montant maximum visé à l'article 5 du présent arrêté.

Art. 9. § 1^{er}. La déclaration d'achèvement visée à l'article 12, § 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon précité, à compléter et à signer par le demandeur, l'estimateur privé et l'entrepreneur, figure en annexe V du présent arrêté.

§ 2. L'attestation de l'estimateur privé garantissant le résultat de l'affaiblissement du bruit obtenu est rédigée sur un document à en-tête de l'estimateur privé et comprend au moins la garantie que toutes les mesures ont été prises en vue d'atteindre la performance acoustique visée à l'article 2 § 3 de l'arrêté du Gouvernement précité.

Art. 10. § 1^{er}. En application de l'article 12, § 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité, à partir de la notification de sa décision définitive d'octroi du montant de l'aide allouée et dans les soixante jours de la réception des documents visés à l'article 12, § 1^{er}, l'organisme procède à la liquidation de l'aide.

§ 2. Le montant de l'aide, augmenté du montant de la T.V.A., est liquidé directement à l'entrepreneur qui a réalisé les travaux d'insonorisation de l'immeuble.

Les honoraires de l'estimateur privé, augmentés du montant de la T.V.A., lui sont directement liquidés par l'organisme.

Art. 11. § 1^{er}. En application de l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité, dans un délai de trente jours à partir de la notification du constat de l'organisme, l'estimateur privé et/ou l'entrepreneur peuvent faire valoir leur point de vue à l'organisme en présentant leur observations par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception.

Le délai de cent vingt jours est suspendu jusqu'à la notification de la décision de l'organisme ou du Ministre en cas de recours.

L'estimateur privé et/ou l'entrepreneur peuvent également demander à être entendu par l'organisme avant l'expiration du délai de trente jours précité.

Dans ce même délai, l'estimateur privé et/ou l'entrepreneur peuvent solliciter un constat contradictoire en présence des parties concernées et du demandeur.

Après avoir pris connaissance des éléments visés ci-dessus, l'organisme apprécie s'il y a lieu ou non de prendre des mesures en vue de remédier à la situation et notifie sa décision à l'estimateur privé et à l'entrepreneur dans un délai de quinze jours.

§ 2. L'estimateur privé et/ou l'entrepreneur qui contestent la décision de l'organisme peuvent introduire un recours auprès du Ministre dans un délai de trente jours à compter de la notification de la décision. Le recours est introduit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

Le recours suspend l'exécution de la décision.

Le Ministre est tenu de rendre sa décision dans un délai de trente jours à dater de la réception du recours. A défaut, la décision dont recours est confirmée.

§ 3. Le Ministre peut proroger le délai de cent vingt jours fixé pour remédier efficacement à la situation. La demande de prolongation dûment motivée doit être introduite par l'estimateur privé et l'entrepreneur, par envoi recommandé à la poste avec accusé de réception, dix jours avant l'expiration du délai de cent vingt jours.

§ 4. Lorsque les performances acoustiques ne sont toujours pas atteintes, l'organisme charge la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne de procéder au recouvrement auprès de l'estimateur privé et de l'entrepreneur à concurrence des montants respectivement perçus par chacun.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 juillet 2001.

Annexe I

CONVENTION-CADRE visée à l'article 3 § 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la deuxième zone (zone B) du Plan d'Exposition au Bruit des aéroports relevant de la Région wallonne

ENTRE

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles.

Ci-après dénommée « la Région wallonne ».

ET

.....
.....

Ci-après dénommé(s) « L'estimateur privé »

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. L'estimateur privé s'engage à respecter les obligations lui imposées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la deuxième zone (zone B) du Plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne ainsi que par les arrêtés pris en exécution de celui-ci.

L'estimateur privé s'engage à respecter les termes de la présente convention.

Celle-ci ne s'applique qu'aux travaux concernés par les arrêtés précités.

Art. 2. La liste des estimateurs privés agréés est régulièrement diffusée par la Région wallonne. Elle indique pour chaque estimateur privé le numéro de l'agrément qu'il s'engage à reproduire sur chaque document émis.

L'estimateur privé s'engage à participer aux séances d'information dispensées à l'initiative de la Région wallonne.

Art. 3. L'estimateur privé s'engage à être correctement couvert par une assurance de sa responsabilité civile professionnelle.

Art. 4. L'estimateur privé s'engage à demander des honoraires d'un montant compris entre 1 250 euros (50 425 BEF) et 2 500 euros (100 850 BEF) hors T.V.A.

Conformément à l'article 5, 2^e alinéa de l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la deuxième zone (zone B) du Plan d'Exposition au Bruit des aéroports relevant de la Région wallonne, l'estimateur privé établit une estimation détaillée et justifiée de ses honoraires et joint celle-ci au dossier d'avant-projet transmis, pour approbation, à l'organisme.

Art. 5. Les honoraires précités couvrent l'ensemble des missions confiées à l'estimateur privé depuis l'élaboration du dossier de demande d'aide jusqu'à la liquidation de l'aide, y compris les démarches éventuelles en vue de l'obtention d'un permis d'urbanisme et la coordination sécurité si nécessaire.

Art. 6. Les honoraires sont liquidés directement à l'estimateur privé, en deux phases :

— 50 % des honoraires dus à l'estimateur privé est versé dans un délai de trente jours à partir de la notification de la décision de l'organisme sur le dossier d'avant-projet visée aux articles 8, 9 et 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité et ce, quelle que soit la décision de l'organisme.

— Le solde des honoraires est versé au moment de la liquidation de l'aide visée aux articles 12 et 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité et ce, quelle que soit la décision de l'organisme relative à l'octroi de l'aide au demandeur.

Art. 7. L'estimateur privé s'engage à informer l'organisme des offres comparées des différents entrepreneurs consultés et des coordonnées du ou des entrepreneur(s) choisi(s) par le demandeur pour l'exécution des travaux.

Si le montant de l'offre de l'entrepreneur dépasse de plus de 15 % le montant estimé dans le dossier d'avant-projet, l'estimateur privé s'engage à effectuer une nouvelle demande d'offres dans le cadre des missions lui confiées par la présente convention.

Si cette nouvelle demande d'offres dépasse à nouveau l'estimation de plus de 15 %, l'estimateur privé doit, dans le cadre des missions lui confiées par la présente convention, réintroduire un nouveau dossier avec une estimation révisée.

Si, en cours d'exécution des travaux, des interventions qui ne pouvaient être prévues lors de l'élaboration du dossier d'avant-projet sont à réaliser, l'estimateur privé s'engage à en informer l'organisme sans délai.

L'organisme dispose d'un délai de deux jours ouvrables pour notifier à l'estimateur privé sa décision quant à la poursuite de l'exécution des travaux. A défaut de décision de l'organisme dans ce délai, les travaux peuvent être exécutés à charge de la Région wallonne.

Art. 8. La signature de la présente convention par le Ministre ou son délégué vaut agrément au titre d'estimateur privé. L'estimateur privé ainsi agréé est repris dans la liste visée à l'article 2 de la présente convention.

En cas de non-respect par l'estimateur privé des principes définis dans la présente convention, le Ministre peut procéder, par arrêté, au retrait de l'agrément au titre d'estimateur privé, après que celui-ci ait été averti par l'organisme de cette intention de radiation et que la possibilité de faire valoir son point de vue et de se défendre lui ait été donnée.

Art. 9. L'ensemble des dispositions de la présente convention et celles de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la zone B du Plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne et des arrêtés qui l'exécutent ont un caractère indivisible et doivent s'interpréter les unes en relation avec les autres.

Art. 10. La présente convention est régie par le Droit belge.

Tout litige relatif à son interprétation ou à son exécution est de la compétence des juridictions de Namur.

Fait à Namur, le en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant en avoir retiré un.

Pour la Région wallonne,

S. KUBLA

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Pour l'Estimateur privé,

...

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la zone B du Plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne.

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe II

Demande d'aide à l'insonorisation pour un immeuble d'habitation situé dans la zone B du Plan d'Exposition au Bruit.

CADRE I	IDENTIFICATION DU DEMANDEUR
(A compléter en caractère d'imprimerie)	
Nom et prénom du demandeur:	
Rue.....	Numéro.....Boîte postale.....
Code postal.....	Localité.....
Tél. privé :.....	Tél. lieu de travail :..... pour un contact rapide

CADRE II	IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE
Rue :.....n°.....Bte.....	
Code postal :.....Commune :.....	
N° cadastral :..... Annexer un extrait de rôle en matière de précompte immobilier	
a) Nombre de personnes domiciliées à cette adresse:.....	
Annexer un certificat de composition de ménage actualisé. Joindre un extrait de domiciliation	
b) Le logement est affecté et destiné exclusivement ou partiellement à l'habitation,	
<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	

CADRE III se référer à la liste annexée	IDENTIFICATION DE L'ESTIMATEUR PRIVE
N° de l'agrément:.....	
<u>Acousticien :</u>	<u>Architecte</u>
Nom :.....	Nom :.....
Adresse :.....	Adresse :.....
.....
Téléphone :.....	Téléphone :.....
JOINDRE LA CONVENTION-TYPE CI-ANNEXEE	

CADRE IV	IDENTIFICATION DE L'OCCUPANT
<p>Je soussigné(e),(nom et prénom)</p> <p><input type="checkbox"/> personne physique <input type="checkbox"/> personne morale de droit ou d'intérêt public <input type="checkbox"/> personne morale de droit privé</p> <p>agissant en qualité de</p> <p><input type="checkbox"/> propriétaire en date du 16/01/01 pour l'aéroport de Liège Bierset à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone B pour tout autre aéroport relevant de la Région wallonne</p> <p>JOINDRE UNE ATTESTATION DE PROPRIETE DU BUREAU DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES</p> <p><input type="checkbox"/> titulaire d'un droit d'emphytéose ou de superficie en date du 16/01/01 pour l'aéroport de Liège Bierset à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone B pour tout autre aéroport relevant de la Région wallonne</p> <p>JOINDRE UNE ATTESTATION DE PROPRIETE DU BUREAU DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES + COPIE DU PERMIS DE BÂTIR</p> <p><input type="checkbox"/> titulaire d'un bail à loyer, ne venant pas à échéance avant 2 ans* <input type="checkbox"/> titulaire d'un droit d'usufruit*</p> <p>1° demande une aide à l'insonorisation dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés en zone B du PEB des aéroports relevant de la Région wallonne et des arrêtés d'application ;</p> <p>2° déclare avoir pris connaissance et marquer mon accord sur les conditions fixées par les arrêtés précités ;</p> <p>3° consens à la visite de l'immeuble par l'organisme chargé de vérifier si les conditions d'octroi de l'aide sont respectées, et ce à partir de la date de la demande ainsi qu'au terme des travaux.</p> <p>Fait à, le.....</p> <p>Signature :</p> <p>• L'accord des propriétaires doit être mentionné au cadre suivant.</p>	

CADRE V	IDENTIFICATION DU PROPRIETAIRE
<p>Je soussigné(e), (nom, prénom et adresse de(s) propriétaires)..... </p>	
<p>agissant en qualité de propriétaire(s) à la date du 16/01/01 pour l'aéroport de Liège Bierset <i>à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone B pour tout autre aéroport relevant de la Région wallonne</i></p>	
<p>JOINDRE UNE ATTESTATION DE PROPRIETE DU BUREAU DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES</p>	
<p>1° marque mon accord sur l'aide à l'insonorisation dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés en zone B du PEB des aéroports relevant de la Région wallonne et des arrêtés d'application ;</p>	
<p>2° déclare avoir pris connaissance des conditions fixées par l'arrêté précité;</p>	
<p>3° consens à la visite de l'immeuble par l'organisme chargé de vérifier si les conditions d'octroi de l'aide sont respectées, et ce à partir de la date de la demande ainsi qu'au terme des travaux.</p>	
<p>4° atteste, dans le cas où c'est mon locataire qui introduit la demande d'aide, que celui-ci est titulaire d'un bail à loyer ne venant pas à échéance avant deux ans à dater de l'envoi de ladite demande.</p>	
<p>Signatures de(s) propriétaire(s) :</p>	

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la deuxième zone (zone B) du Plan d'Exposition au Bruit des aéroports relevant de la Région wallonne

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E.,
de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe III

CONVENTION-TYPE visée à l'article 3 §, 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la deuxième zone (zone B) du Plan d'Exposition au Bruit des aéroports relevant de la Région wallonne

ENTRE

.....

Ci-après dénommé(s) « le demandeur ».

ET

.....

Ci-après dénommé(s) « L'estimateur privé »

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. L'estimateur privé reconnaît être agréé par la Région wallonne au titre d'estimateur privé et avoir signé la convention-cadre visée à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la deuxième zone (zone B) du Plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne.

Date de signature de la convention-cadre :

Numéro de l'agrément :

Art. 2. L'estimateur privé s'engage à respecter l'ensemble des missions lui confiées depuis l'élaboration du dossier de demande d'aide jusqu'à la liquidation de l'aide, y compris les démarches éventuelles en vue de l'obtention d'un permis d'urbanisme et la coordination sécurité si nécessaire.

Art. 3. L'estimateur privé s'oblige à réparer le préjudice pécuniaire subi par le demandeur lorsque, par sa faute ou sa négligence, il prive celui-ci du bénéfice de tout ou partie de l'aide à laquelle il pouvait prétendre.

Art. 4. En cas de refus de l'aide par la faute ou la négligence du demandeur, celui-ci s'engage à rémunérer l'estimateur privé pour le service fait et rendu.

Art. 5. L'estimateur privé s'engage à demander des honoraires d'un montant compris entre 1 250 euros (50 425 BEF) et 2 500 euros (100 850 BEF) hors T.V.A., étant entendu que le coût de l'intervention pris en charge par la Région wallonne ne peut dépasser ces montants.

Conformément à l'article 5, 2^e alinéa de l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la deuxième zone (zone B) du Plan d'Exposition au Bruit des aéroports relevant de la Région wallonne, l'estimateur privé établit une estimation détaillée et justifiée de ses honoraires et joint celle-ci au dossier d'avant-projet transmis, pour approbation, à l'organisme.

Les honoraires fixés couvrent l'ensemble des missions confiées à l'estimateur privé telles que visées à l'article 2 de la présente convention.

Art. 6. Les honoraires précités sont liquidés directement par la Région wallonne à l'estimateur privé, en deux phases :

— 50 % des honoraires dus à l'estimateur privé est versé dans un délai de trente jours à partir de la notification de la décision de l'organisme sur le dossier d'avant-projet visée aux articles 8, 9 et 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité et ce, quelle que soit la décision de l'organisme.

— Le solde des honoraires est versé au moment de la liquidation de l'aide visée aux articles 12 et 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité et ce, quelle que soit la décision de l'organisme relative à l'octroi de l'aide au demandeur.

Fait à , le en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant en avoir retiré un.

Pour l'estimateur privé,

.....

Pour le demandeur,

.....

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la zone B du Plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne.

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe IV**DOSSIER D'AVANT-PROJET DES TRAVAUX
D'INSONORISATION POUR UN IMMEUBLE SITUE EN ZONE
B du P.E.B.****Situation de l'immeuble :***Rue:**N° :**Code postal:**Commune:**Nombre de personnes domiciliées :**Numéro de dossier: B/ZB/...***Demandeur :***Nom :**Prénom :**Adresse :**Téléphone/ GSM :***Estimateur privé :***N° de l'agrément :***Acousticien***Nom :**Adresse :**Tél :***Architecte***Nom :**Adresse :**Tél :*

PIECES A INSONORISER	ISOLEMENT BRUT STANDARDISE PONDERE INITIAL D _n T route	ISOLEMENT BRUT STANDARDISE PONDERE A ATTEINDRE D _n T route
<u>Chambre :</u>		
	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
Living		
Salle à manger		
Cuisine		
Hall		
Salle de bain		
Bureau		
Autres :		
	-	
	-	
	-	
	-	
	-	

DOSSIER D'AVANT PROJET N° : ...

Formulaire à photocopier
1 formulaire par pièce à traiter

PIECE : ...		Estimation		Ordre de priorité (*)	R _w + ctr
Article	Description des travaux	Quantité	Prix unitaire	Prix total	
1	Menuiseries extérieures et intérieures.				
1a	Fenêtres extérieures : Remplacement des menuiseries et vitrages existants. H x L				
1b	Fenêtres extérieures : Remplacement du vitrage existant. H x L				
1c	Fenêtres intérieures : Placement de menuiseries et vitrages en applique. H x L				
1d	Remplacement des menuiseries et du vitrage des fenêtres de toit. H x L				
1e	Coffre de volet : Isolation du caisson. H x L				
1f	Porte extérieure : Réfection de l'étanchéité de la porte.				
1g	Porte extérieure : Remplacement de la porte. H x L				
1h	Porte intérieure : Placement d'une porte acoustique. H x L				
1i	Porte intérieure : Détalonnage de la porte.				
1j	Trappe d'accès au comble : Remplacement de la trappe.				

(*) de 1 à 3 par ordre décroissant.

N.B. : Biffer toute mention inutile.

DOSSIER D'AVANT PROJET N° : ...

PIECE :...		Estimation		Ordre de	R _w + ctr
Article	Description des travaux	Quantité	Prix unitaire	Prix total	
1k	Autres travaux ...				
		Total du point 1 :			
2	Plafond et cloison.				
2a	Plafond : Placement d'un doublage en faux plafond.				
2b	Doublage d'une cloison légère.				
2c	Autres travaux.				
		Total du point 2 :			
3	Techniques spéciales.				
3a	Dispositif d'amenée d'air : dans le châssis.				
3b	Dispositif d'amenée d'air : amenée murale				
3c	Dispositif d'extraction d'air : extraction murale.				
3d	Dispositif d'extraction d'air : extraction par les combles.				
3e	Ventilation mécanique dans les combles.				
3f	Autres travaux ...				
		Total du point 3 :			

N.B. : Biffer toute mention inutile.

DOSSIER D'AVANT PROJET N° : ...

4 Toiture		Estimation		Ordre de	R _w + ctr
Article	Description des travaux	Quantité	Prix unitaire	priorité	
4a	Toiture plate : isolation par bac acier.				
4b	Toiture à versant : doublage des versants de toiture.				
4c	Toiture à versant : doublage du plancher des combles.				
4d	Autres travaux ...				
Total du point 4 :					

5 Autres travaux		Estimation		Ordre de	R _w + ctr
Article	Description des travaux	Quantité	Prix unitaire	priorité	
Total du point 5 :					

N.B. : Biffer toute mention inutile.

**RECAPITULATIF : MONTANT TOTAL DE L'ESTIMATION DES
TRAVAUX D'INSONORISATION POUR L'IMMEUBLE.**

N° du dossier : ...

ESTIMATION	PRIX TOTAL
Total du point 1 :	
Total du point 2 :	
Total du point 3 :	
Total du point 4 :	
Total du point 5 :	
Montant total des travaux (H.T.V.A.) :	
T.V.A. (6 %) :	
T.V.A. (21 %) :	
Montant total des travaux (T.V.A.C.) :	

Joindre au présent dossier l'estimation détaillée des honoraires de l'estimateur privé.

Fait à _____, le _____

L'estimateur privé :

L'architecte,

L'acousticien,

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la deuxième zone (zone B) du Plan d'Exposition au Bruit des aéroports relevant de la Région wallonne

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E.,
de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Annexe V**DECLARATION D'ACHEVEMENT DES TRAVAUX
D'INSONORISATION POUR UN IMMEUBLE SITUE
EN ZONE B du P.E.B.****Situation de l'immeuble :***Rue:**N:**Code postal:**Commune:**Nombre de personnes domiciliées :**Numéro de dossier: .../ZB/...***Demandeur :***Nom :**Prénom :**Adresse :**Téléphone/ GSM :***Estimateur privé:***N° de l'agrément :***Acousticien***Nom :***Architecte***Nom :**Adresse :**Adresse :**Tél :**Tél :***JOINDRE LES NOTES D'HONORAIRES CONJOINTES****Entrepreneur(s) :***Nom :**N° de qualification :**Adresse :**Tél :*

JOINDRE TOUS LES DOCUMENTS JUSTIFIANT LES TRAVAUX REALISES (en ce compris les factures détaillées)

DECLARATION D'ACHEVEMENT TRAVAUX POUR L'IMMEUBLE

Formulaire à photocopier
1 formulaire par pièce traitée

Pièce :

Articles	Conforme au dossier d'avant-projet (*)		Justification si non- conforme (**)	Prix réel facturé H.T.V.A.
1a	OUI	NON		
1b	OUI	NON		
1c	OUI	NON		
1d	OUI	NON		
1e	OUI	NON		
1f	OUI	NON		
1g	OUI	NON		
1h	OUI	NON		
1i	OUI	NON		
1j	OUI	NON		
1k	OUI	NON		
Total poste 1				
2a	OUI	NON		
2b	OUI	NON		
2c	OUI	NON		
Total poste 2				
3a	OUI	NON		
3b	OUI	NON		
3c	OUI	NON		
3d	OUI	NON		
3e	OUI	NON		
3f	OUI	NON		
Total poste 3				

DECLARATION D'ACHEVEMENT TRAVAUX POUR L'IMMEUBLE

Articles	Conforme au dossier d'avant-projet (*)	Justification si non- conforme (**)	Prix réel facturé H.T.V.A.
4a	OUI NON		
4b	OUI NON		
4c	OUI NON		
4d	OUI NON		
Total poste 4			
5	OUI NON		
Total poste 5			
TOTAL DES TRAVAUX H.T.V.A. :			
TOTAL DES TRAVAUX T.V.A.C. :			

*biffer la case inutile

** compléter par feuilles annexes si nécessaire.

Le demandeur prend note du fait que le montant de l'aide, augmenté du montant de la T.V.A., sera liquidé directement à l'entrepreneur et que les honoraires de l'estimateur privé lui seront directement liquidés également.

Fait à _____ en date du _____

L'entrepreneur (s),	Le demandeur.
Le soussigné certifie que ce qui est mentionné sur la présente déclaration a été réellement effectué.	
L'estimateur privé :	L'architecte,
L'acousticien,	

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 18 juillet 2001 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2001 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux immeubles d'habitation situés dans la deuxième zone (zone B) du Plan d'Exposition au Bruit des aéroports relevant de la Région wallonne

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E.,
de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2001 — 2067

[C — 2001/27451]

18. JULI 2001 — Ministerialerlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört,

Aufgrund des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, abgeändert am 8. Juni 2001;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des Artikels 1bis, abgeändert am 8. Juni 2001;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Arbeiten: die in dem oben erwähnten Erlass der Wallonischen Regierung angeführten Schalldämmungsarbeiten, insofern die ersetzten Bestandteile von gleicher Art der bereits bestehenden Teile oder gleichwertig sind;

2° Unternehmer: jede natürliche oder juristische Person, welche die von "Qualisound" ausgestellte Qualitätsbescheinigung erhalten hat und von der Wallonischen Region gemäß den Bestimmungen einer zwischen dieser und "Qualisound" abgeschlossenen Vereinbarung anerkannt wird;

3° Privattaxator: der solidarische und gemeinsame Zusammenschluss eines im Architektenstand oder in der Liste der Praktikanten der Architektenkammer eingetragenen Architekten und eines Ingenieurs für Akustik, der sich den Grundsätzen anschließt, die in dem in der Anlage I des vorliegenden Erlasses angegebenen und in der Liste der von der Wallonischen Region zugelassenen Privattaxatoren angeführten Rahmenabkommen festgelegt werden.

Die Liste der zugelassenen Privattaxatoren wird regelmäßig von der Wallonischen Region verbreitet. Diese gibt für jeden Privattaxator die Nummer seiner Zulassung durch die Wallonische Region an.

Art. 2 - Der Wert der Schalldämpfung in einem Raum wird durch den Koeffizienten

$$D_{nT}, W + C^{tr}$$

bestimmt und gemäß der in dB (A) ausgedrückten Norm EN-ISO 717-1 als gewichtete Norm-Schallpegeldifferenz (Straßenlärm) definiert.

Dieser Wert kann an Ort und Stelle mittels einer künstlichen Lärmquelle bemessen werden; diese wird gemäß den Prinzipien der Norm EN-ISO 140-5 vorgenommen: 1980 gemäß der Methode des "globalen Lautsprechers", unter Vorbehalt der nachstehenden Umstände:

1° in Punkt 5.2 handelt es sich um einen omnidirektionalen Lautsprecher, der möglichst einen Meter über dem höchsten Gesims angebracht wird. Beschränkungen über diese Position werden jedoch zugelassen, wenn es die praktischen Umstände erfordern. Die Messungen erfolgen mit mindestens 2 verschiedenen Ausrichtungen der Lärmquelle je Gebäude, um die Fassaden korrekt auszusetzen;

2° in Punkt 4.2 verbreitet der Lautsprecher verstärkten Lärm;

3° in Punkt 5.3 werden die Messungen gemäß normalen Frequenzen in Intervallen von einer Oktave vorgenommen.

KAPITEL II — *Modalitäten der Begleitmaßnahmen*

Art. 3 - Die Vorlage des in Artikel 4 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung angegebenen Formulars zum Antrag auf Beihilfe befindet sich in der Anlage II des vorliegenden Erlasses.

Art. 4 - Die Vorlage des in Artikel 3, § 4, des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung angegebenen Musterabkommens befindet sich in der Anlage II des vorliegenden Erlasses. Diese Vorlage des Musterabkommens kann von dem Privattaxator und dem Antragsteller ausgefüllt werden, insofern dies für die Wallonische Region keine zusätzlichen Kosten nach sich zieht.

Art. 5 - Die Vorlage der in Artikel 7, § 2, des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung angegebenen, von dem Privattaxator zu erstellenden Vorentwurfsakte befindet sich in der Anlage IV des vorliegenden Erlasses.

Gemäß Artikel 7, § 2, des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung wird die Vorentwurfsakte von dem Antragsteller an die Einrichtung übermittelt. Dieser Vorentwurfsakte wird eine ausführliche und begründete Veranschlagung der Honorare des Privattaxators beigefügt, in der insbesondere der Arbeitsaufwand berücksichtigt wird, den die ihm anvertrauten Aufgaben nach sich ziehen. Der Betrag dieser Honorare liegt zwischen 1 250 Euro (50 425 BEF) und 2 500 Euro (100 850 BEF) ausschließlich der Mehrwertsteuer.

Art. 6 - § 1. In Anwendung des Artikels 9 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung, falls aus Gründen technischer oder städtebaulicher Spezifitäten eines Gebäudes keine Lösung für die Schalldämmung des Wohnhauses gefunden werden kann oder falls die vorgesehenen technischen Lösungen zu schwere Arbeiten voraussetzen, das heißt, wenn deren veranschlagten Kosten den Verkaufswert des Gebäudes erreichen oder überschreiten, befasst die Einrichtung innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der in Artikel 7, § 2, und Artikel 8, § 2, des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung erwähnten Vorentwurfsakte den Begutachtungsausschuss mit den Schalldämmungsarbeiten, damit dieser diesbezüglich einen technischen Bericht erstellt.

§ 2. Die in Artikel 8, § 2, des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vorgesehene Frist wird ausgesetzt und das Verfahren ab dem Erhalt der durch den in dem vorhergehenden Paragraphen erwähnten technischen Bericht ergänzten Vorentwurfsakte neu begonnen.

§ 3. Auf der Grundlage dieses technischen Berichts kann die Einrichtung ihre Zustimmung zur Durchführung der Arbeiten verweigern und den Rückkauf des Gebäudes nach einem freihändigen Verfahren vorschlagen, das mit dem auf das Wirtschaftserweiterungsgebiet anwendbaren Verfahren identisch ist.

Art. 7 - Gemäß dem Artikel 11 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung und auf der Grundlage der von dem Privattaxator erstellten Durchführungsakte werden mindestens drei Unternehmer zu Rate gezogen. Die von dem Privattaxator verglichenen Angebote dieser verschiedenen Unternehmer, sowie die Anschrift(en) des(der) von dem Antragsteller auf der Grundlage sachlicher Kriterien, insbesondere des Betrags des Angebots und/oder der für die Durchführung der Arbeiten vorgeschlagenen Frist, ausgewählten Unternehmer(s) werden an die Einrichtung übermittelt.

Art. 8 - In Anwendung des Artikels 16 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung, falls im Laufe der Durchführung der Arbeiten vertuschte Konstruktionsfehler entdeckt werden, kann der Betrag der Beihilfe unter Vorbehalt der vorangehenden Genehmigung der Einrichtung erhöht werden. Dies kann auch für die Honorare des Privattaxators gelten, insofern diese den in Artikel 5 des vorliegenden Erlasses erwähnten Betrag nicht überschreiten.

Art. 9 - § 1. Die in Artikel 12, § 1, des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung angegebene Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten, die von dem Antragsteller, dem Privattaxator und dem Unternehmer auszufüllen und zu unterzeichnen ist, befindet sich in der Anlage V des vorliegenden Erlasses.

§ 2. Die Bescheinigung des Privattaxators zur Gewährleistung des erreichten Ergebnisses der Schalldämpfung wird in einer Unterlage mit der Kopfzeile des Privattaxators abgefasst und beinhaltet zumindest die Garantie, dass alle Maßnahmen getroffen wurden, um die in Artikel 2, § 3, des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung angegebene akustische Leistung zu erreichen.

Art. 10 - § 1. In Anwendung des Artikels 12, § 2, des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung, zahlt die Einrichtung ab der Zustellung ihres endgültigen Beschlusses zur Gewährung des Betrag der zugeteilten Beihilfe und innerhalb von sechzig Tagen ab dem Erhalt der in Artikel 12, § 1, erwähnten Unterlagen die Beihilfe aus.

§ 2. Der um den Betrag der Mehrwertsteuer erhöhte Betrag der Beihilfe wird dem Unternehmer, der die Lärmdämmungsarbeiten des Gebäudes ausgeführt hat, direkt ausgezahlt.

Die um den Betrag der Mehrwertsteuer erhöhten Honorare des Privattaxators werden diesem von der Einrichtung direkt ausgezahlt.

Art. 11 - § 1. In Anwendung des Artikels 14 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung können der Privattaxator und/oder der Unternehmer innerhalb von dreißig Tagen ab der Zustellung der Bestandsaufnahme der Einrichtung entgegen der Letzteren ihren Standpunkt gelten lassen, indem sie ihre Bemerkungen per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post einsenden.

Die Frist von hundertzwanzig Tagen wird bis zur Zustellung des Beschlusses der Einrichtung oder des Ministers im Falle eines Einspruchs ausgesetzt.

Der Privattaxator und/oder der Unternehmer können ebenfalls beantragen, vor Ablauf der Frist von hundertzwanzig Tagen von der Einrichtung angehört zu werden.

Der Privattaxator und/oder der Unternehmer können eine in Anwesenheit der betroffenen Parteien und des Antragstellers durchgeführte kontradiktorische Bestandsaufnahme anfordern.

Nach Kenntnisnahme der oben erwähnten Elemente beurteilt die Einrichtung, ob Maßnahmen zur Behebung der Lage zu treffen sind oder nicht und stellt dem Privattaxator und dem Unternehmer innerhalb von fünfzehn Tagen ihren Beschluss zu.

§ 2 - Der Privattaxator und/oder der Unternehmer, die den Beschluss der Einrichtung anfechten, können innerhalb von dreißig Tagen ab der Zustellung des Beschlusses beim Minister Einspruch einlegen. Der Einspruch wird per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post eingereicht.

Der Einspruch setzt die Ausführung der Arbeiten aus.

Der Minister ist verpflichtet, seinen Beschluss innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Einspruchs mitzuteilen. Mangels dessen gilt der Beschluss, gegen den Einspruch erhoben wurde, als bestätigt.

§ 3. Der Minister kann die festgelegte Frist von hundertzwanzig Tagen verlängern, um die Lage wirksam zu beheben. Der gebührend begründete Verlängerungsantrag muss zehn Tage vor Ablauf der Frist von hundertzwanzig Tagen von dem Privattaxator und dem Unternehmer per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung bei der Post eingereicht werden.

§ 4. Falls die akustischen Leistungen noch immer nicht erreicht werden, wird die Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region durch die Einrichtung damit beauftragt, bei dem Privattaxator und dem Unternehmer die Rückforderung der jeweils von jedem der beiden erhaltenen Beträge vorzunehmen.

KAPITEL III — *Schlussbestimmung*

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 18. Juli 2001

Anlage I

RAHMENABKOMMEN, das in Artikel 3, § 3, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen, erwähnt wird

ZWISCHEN

Der Wallonischen Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person ihres Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

nachstehend "die Wallonische Region" genannt

UND

.....
.....
nachstehend der(die) "Privattaxator(en)" genannt

wurde folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Der Privattaxator bindet sich, die Verpflichtungen einzuhalten, die ihm durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen, sowie durch die in Ausführung dieses Erlasses verabschiedeten Erlasse auferlegt wurden.

Der Privattaxator verpflichtet sich, die Bestimmungen des vorliegenden Abkommens einzuhalten.

Dieses findet lediglich Anwendung auf die durch die vorerwähnten Erlasse betroffenen Arbeiten.

Art. 2 - Die Liste der zugelassenen Privattaxatoren wird durch die Wallonische Region regelmäßig verbreitet. Für jeden Privattaxator gibt sie die Zulassungsnummer an, die Letzterer sich verpflichtet, in jeder seiner vorgelegten Unterlagen anzugeben.

Der Privattaxator verpflichtet sich, den auf Initiative der Wallonischen Region abgehaltenen Informationsversammlungen beizuwohnen.

Art. 3 - Der Privattaxator verpflichtet sich, durch eine Berufshaftpflichtversicherung ausreichend gedeckt zu sein.

Art. 4 - Der Privattaxator verpflichtet sich, Honorare in Höhe eines Betrags zwischen 1 250 Euro (50 425 BEF) und 2 500 Euro (100 850 BEF) ausschl. MwSt zu beantragen.

Gemäß Artikel 5, Absatz 2 des Ministerialerlasses vom 18. Juli 2001 zur Durchführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen, stellt der Privattaxator eine ausführliche und begründete Veranschlagung seiner Honorare auf und fügt sie der Vorentwurfsakte bei, die der Einrichtung zur Genehmigung unterbreitet wird.

Art. 5 - Die vorerwähnten Honorare decken die gesamten, dem Privattaxator anvertrauten Aufgaben, von der Ausarbeitung der Akte zur Beantragung einer Beihilfe bis zur Auszahlung der Beihilfe, einschließlich der gegebenenfalls notwendigen Schritte zum Erlangen einer Städtebaugenehmigung und insofern notwendig der Koordinierung von Sicherheitsmaßnahmen.

Art. 6 - Die Honorare werden dem Privattaxator direkt ausgezahlt, und zwar in zwei Abschnitten:

— 50 % der dem Privattaxator geschuldeten Honorare werden innerhalb von dreißig Tagen ab der Zustellung des Beschlusses der Einrichtung über die in den Artikeln 8, 9 und 10 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung angeführten Akte, welche die Vorentwurfsakte beinhaltet, ausgezahlt, und dies unabhängig vom Beschluss der Einrichtung.

— der Saldo der Honorare wird bei der Auszahlung der in den Artikeln 12 und 13 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung angeführten Beihilfe gezahlt, und dies unabhängig vom Beschluss der Einrichtung, ob die Beihilfe dem Antragsteller ausgezahlt wird.

Art. 7 – Der Privattaxator verpflichtet sich, die Einrichtung von den verglichenen Angeboten der verschiedenen zu Rate gezogenen Unternehmer und von der(den) Anschrift(en) des(der) durch den Antragsteller für die Ausführung der Arbeiten ausgewählten Unternehmer(s) in Kenntnis zu setzen.

Wenn der Betrag des Angebots des Unternehmers den in der Vorentwurfsakte veranschlagten Betrag um mehr als 15 % überschreitet, verpflichtet sich der Privattaxator, einen neuen Angebotsaufruf im Rahmen der ihm durch das vorliegende Abkommen anvertrauten Aufgaben vorzunehmen.

Wenn der neue Angebotsaufruf die Veranschlagung erneut um mehr als 15% überschreitet, muss der Privattaxator im Rahmen der ihm durch das vorliegende Abkommen anvertrauten Aufgaben eine neue Akte mit einer revidierten Veranschlagung einreichen.

Wenn im Laufe der Ausführung der Arbeiten neue Aktionen vorzunehmen sind, die bei der Ausarbeitung der Vorentwurfsakte nicht vorgesehen werden konnten, dann verpflichtet sich der Privattaxator, die Einrichtung unverzüglich darüber zu informieren.

Die Einrichtung verfügt über eine Frist von zwei Werktagen, um dem Privattaxator seinen Beschluss über die Weiterführung der Arbeiten bekanntzugeben. Mangels eines Beschlusses der Einrichtung innerhalb dieser Frist können die Arbeiten zu Lasten der Wallonischen Region durchgeführt werden.

Art. 8 – Die Unterzeichnung des vorliegenden Abkommens durch den Minister oder dessen Beauftragten gilt als Zulassung als Privattaxator. Der derart zugelassene Privattaxator wird in der in Artikel 2 des vorliegenden Abkommens erwähnten Liste angegeben.

Wenn der Privattaxator die im vorliegenden Abkommen festgelegten Grundsätze nicht einhält, ist der Minister berechtigt, durch einen Erlass die Zulassung als Privattaxator zu entziehen, nachdem die Einrichtung dem Privattaxator die Entzugsabsicht bekanntgegeben hat und nachdem ihm die Möglichkeit gegeben wurde, seinen Standpunkt gelten zu lassen und sich zu verteidigen.

Art. 9 – Die gesamten Bestimmungen des vorliegenden Abkommens und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen sowie der Erlasse, die ihn durchführen, sind nicht voneinander zu trennen und müssen die einen in Verbindung mit den anderen verstanden werden.

Art. 10 – Das vorliegende Abkommen unterliegt dem Belgischen Recht.

Jeder Streitfall bezüglich seiner Auslegung oder seiner Durchführung fällt in die Zuständigkeit der Gerichtsbehörden von Namur.

Ausgefertigt in Namur, am....., in zweifacher Ausfertigung, wobei jede Partei erklärt, ein Exemplar erhalten zu haben.

Für die Wallonische Region,

S. KUBLA

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Für den Privattaxator,

.....

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 18. Juli 2001 zur Durchführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen, als Anlage beigefügt zu werden.

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Anlage II**Beihilfeantrag für die Schalldämmung eines in der Zone B des
Lärmbelastungsplans gelegenen Wohnhauses.**

FELD I	IDENTIFIZIERUNG DES ANTRAGSTELLERS
(In Druckbuchstaben auszufüllen)	
Name und Vorname des Antragstellers:.....	
Straße.....Nummer.....Briefkasten.....	
Postleitzahl..... Ort.....	
Tel. privat :..... Tel. Arbeitsplatz :.....	
für eine rasche Kontaktaufnahme	

FELD II	IDENTIFIZIERUNG DES GEBÄUDES
Straße :.....Nr.....BfK.....	
Postleitzahl :.....Gemeinde :.....	
Katastrnr. :..... Einen Auszug aus der Heberolle in Sachen Steuervorabzug beifügen	
a) Anzahl Personen, die an dieser Anschrift ihren Wohnsitz haben:.....	
Eine dem gegenwärtigen Stand entsprechende Bescheinigung der Haushaltszusammensetzung, sowie eine Anmeldebescheinigung beifügen.	
b) Die Wohnung wird ausschließlich oder teilweise zu Wohnzwecken genutzt und bestimmt,	
<input type="checkbox"/> JA <input type="checkbox"/> NEIN	

FELD III sich auf die beigefügte Liste beziehen	IDENTIFIZIERUNG DES PRIVATTAXATORS
Nr. der Zulassung:.....	
<u>Akustiker:</u>	
Name :.....	
Anschrift :.....	
.....	
.....	
Telefon :.....	
<u>Architekt:</u>	
Name :.....	
Anschrift :.....	
.....	
.....	
Telefon :.....	
DAS ALS ANLAGE ANGEFÜHRTE MUSTERABKOMMEN BEIFÜGEN	

FELD IV	IDENTIFIZIERUNG DES BEWOHNER
<p>Ich Unterzeichnete(r),(Name und Vorname)</p>	
<p> <input type="checkbox"/> natürliche Person <input type="checkbox"/> juristische Person öffentlichen Rechts oder Interesses <input type="checkbox"/> juristische Person privaten Rechts </p>	
<p>auf tretend in der Eigenschaft als</p>	
<p><input type="checkbox"/> Eigentümer am 16/01/01 für den Flughafen Lüttich Bierset <i>am Tag des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Zone B für jeden</i></p>	
<p>anderen</p>	
<p>Flughafen, der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fällt</p>	
<p align="center">EINE VOM EINREGISTRIERUNGS- UND DOMÄNENAMT AUSGESTELLTE EIGENTUMSBESCHEINIGUNG BEIFÜGEN</p>	
<p><input type="checkbox"/> Inhaber eines Erbpacht- oder Erbbaurechts am 16/01/01 für den Flughafen Lüttich Bierset <i>am Tag des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Zone B für jeden anderen Flughafen, der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fällt</i></p>	
<p align="center">EINE VOM EINREGISTRIERUNGS- UND DOMÄNENAMT AUSGESTELLTE EIGENTUMSBESCHEINIGUNG BEIFÜGEN</p>	
<p align="center">+ KOPIE DER BAUGENEHMIGUNG</p>	
<p> <input type="checkbox"/> Inhaber eines Mietvertrages mit einer Restlaufzeit von wenigstens 2 Jahren* <input type="checkbox"/> Inhaber eines Nießbrauchsrechts* </p>	
<p>1° beantrage eine Beihilfe zur Schalldämmung im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen und der Anwendungserlasse ;</p>	
<p>2° erkläre hiermit, die durch die vorerwähnten Erlasse festgelegten Bedingungen zur Kenntnis genommen zu haben und zeige mich mit ihnen einverstanden;</p>	
<p>3° erkläre mich bereit, der Einrichtung, die damit beauftragt ist, zu überprüfen, ob die an die Gewährung der Beihilfe gebundenen Bedingungen eingehalten werden, Einlass in das Gebäude zu gewähren und zwar ab dem Tag, an dem der Antrag eingereicht wird bis zum Abschluss der Arbeiten.</p>	
<p>Geschehen in, den.....</p>	
<p>Unterschrift :</p>	
<p>• Das Einverständnis der Eigentümer ist im nachfolgenden Feld anzuführen.</p>	

FELD V	IDENTIFIZIERUNG DES EIGENTÜMERS
<p>Ich Unterzeichnete(r), (Name, Vorname und Anschrift des(der) Eigentümer(s))..... </p>	
<p>aufretend in der Eigenschaft als Eigentümer am 16/01/01 für den Flughafen Lüttich Bierset <i>am Tag des Inkrafttretens des Erlasses zur Abgrenzung der Zone B für jeden anderen Flug- hafen, der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fällt.</i></p>	
<p>EINE VOM EINREGISTRIERUNGS- UND DOMÄNENAMT AUSGESTELLTE EIGENTUMSBESCHEINIGUNG BEIFÜGEN</p>	
<p>1° erkläre mich einverstanden mit der Beihilfe zur Schalldämmung im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen und der Anwendungserlasse ;</p>	
<p>2° erkläre, die durch die vorerwähnten Erlasse festgelegten Bedingungen zur Kenntnis genommen zu haben;</p>	
<p>3° erkläre mich bereit, der Einrichtung, die damit beauftragt ist, zu überprüfen, ob die an die Gewährung der Beihilfe gebundenen Bedingungen eingehalten werden, Einlass in das Gebäude zu gewähren und zwar ab dem Tag, an dem der Antrag eingereicht wird bis zum Abschluss der Arbeiten.</p>	
<p>4° bescheinige, insofern der Beihilfeantrag durch meinen Mieter eingereicht worden ist, dass dieser Inhaber eines Mietvertrags ist, dessen Restlaufzeit am Tag des Einreichens des genannten Antrags wenigstens 2 Jahre beträgt.</p>	
<p>Unterschriften des(der) Eigentümer(s) :</p>	

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 18. Juli 2001 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen als Anlage beigefügt zu werden.

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B.,
 der Forschung und der neuen Technologien,

Serge KUBLA

Anlage III

MUSTERABKOMMEN, das in Artikel 3, § 4, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen angeführt wird

ZWISCHEN

.....

 Nachstehend "der Antragsteller" genannt.

UND

.....

 Nachstehend "der Privattaxator" genannt.

Wurde folgendes vereinbart:

Artikel 1 – Der Privattaxator erklärt, von der Wallonischen Region als Privattaxator zugelassen zu sein und das in der Anlage I des Ministerialerlasses vom 18. Juli 2001 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen, angeführte Rahmenabkommen unterzeichnet zu haben.

Datum der Unterzeichnung des Rahmenabkommens:

Zulassungsnummer:

Art. 2 – Der Privattaxator verpflichtet sich, alle ihm anvertrauten Aufgaben auszuführen, von der Ausarbeitung der Akte zur Beantragung einer Beihilfe bis zur Auszahlung der Beihilfe, einschließlich der ggf. notwendigen Schritte zum Erlangen einer Städtebaugenehmigung und insofern notwendig der Koordinierung von Sicherheitsmaßnahmen.

Art. 3 – Erleidet der Antragsteller einen finanziellen Schaden, wenn ihm aufgrund eines Fehlers oder eines Versäumnisses des Privattaxators die Beihilfe, auf die er ein Anrecht hatte, nicht oder nur teilweise gezahlt wird, verpflichtet sich der Privattaxator, diesen Schaden wiedergutzumachen.

Art. 4 – Wenn die Beihilfe aufgrund eines Fehlers oder eines Versäumnisses des Antragstellers nicht gewährt wird, verpflichtet sich dieser, den Privattaxator für die bereits geleisteten Dienste zu vergüten.

Art. 5 – Der Privattaxator verpflichtet sich, Honorare zu beantragen, die zwischen 1 250 Euro (50 425 BEF) und 2 500 Euro (100 850 BEF) ausschl. MwSt. liegen, wobei vorausgesetzt wird, dass die von der Wallonischen Region übernommenen Beteiligungskosten diese Beträge nicht überschreiten dürfen.

Gemäß Artikel 5, Absatz 2, des Ministerialerlasses vom 18. Juli 2001 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen, stellt der Privattaxator eine ausführliche und begründete Veranschlagung seiner Honorare auf und fügt sie der Akte bei, welche die Vorentwurfsakte beinhaltet und die der Einrichtung zwecks Genehmigung übermittelt wird.

Die veranschlagten Honorare betreffen die gesamten in Artikel 2 des vorliegenden Abkommens angeführten Aufgaben, die dem Privattaxator anvertraut wurden.

Art. 6 – Die vorerwähnten Honorare werden direkt in zwei Abschnitten von der Wallonischen Region an den Privattaxator ausgezahlt :

— 50 % der dem Privattaxator geschuldeten Honorare werden innerhalb von dreißig Tagen ab der Zustellung des Beschlusses der Einrichtung über die in den Artikeln 8, 9 und 10 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung angeführten Akte, die das Vorprojekt beinhaltet, ausgezahlt, und dies unabhängig von der Entscheidung der Einrichtung.

— der Saldo der Honorare wird bei der Auszahlung der in den Artikeln 12 und 13 des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung angeführten Beihilfe ausgezahlt, und dies unabhängig von der Entscheidung der Einrichtung, ob die Beihilfe dem Antragsteller gezahlt wird.

Ausgefertigt in,, am in zweifacher Ausfertigung, wobei jede Partei erklärt, eine Exemplar erhalten zu haben.

Für den Privattaxator,

.....

Für den Antragsteller,

.....

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 18. Juli 2001 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen als Anlage beigefügt zu werden.

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Anlage IV**VORENTWURFSAKTE DER SCHALLDÄMMUNGSARBEITEN FÜR EIN IN DER ZONE B DES LÄRMBELASTUNGSPLANS GELEGENES GEBÄUDE****Standort des Gebäudes:***Straße:**Nr.:**Postleitzahl:**Gemeinde:**Anzahl der Personen, die ihren Wohnsitz in diesem Gebäude haben:**Aktennummer: B/ZB/...***Antragsteller:***Name:**Vorname:**Anschrift:**Telefon/Handy:***Privattaxator:***Nr. der Zulassung:***Akustiker****Architekt***Name:**Name:**Anschrift:**Anschrift:**Tel.:**Tel.:*

VORENTWURFSAKTE Nr.: ...

Formular zu fotokopieren
Ein Formular je Raum, der zu isolieren ist

RÄUME:....		Veranschlagung			Vor- rangs- reihen- folge (*)	R _w + ctr
Artikel	Beschreibung der Arbeiten	Quantität	Einheitspreis	Gesamt- betrag		
1	Innen- und Außenholzwerk					
1a	Außenfenster: Auswechslung des vorhandenen Holzwerks und der vorhandenen Fensterscheiben H x B					
1b	Außenfenster: Auswechslung der vorhandenen Fensterscheiben H x B					
1c	Innenfenster: Anbringung von Holzwerk und Vorsatzfenstern H x B					
1d	Auswechslung des Holzwerks und der Scheiben der Dachfenster H x B					
1e	Rollladenkästen: Isolierung des Kastens H x B					
1f	Außentür: Wiederherstellung der Dichtigkeit der Tür H x B					
1g	Außentür: Auswechslung der Tür H x B					

-
- 1h **Innentür: Anbringung einer
akustischen Tür
H x B**
- 1i **Innentür: Hinterschneiden
der Tür**
- 1j **Zugangsluke zum
Speicher: Auswechslung
der Zugangsluke**
-

() 1 bis 3 in abnehmender Reihenfolge*

N.B.: Unzutreffendes bitte streichen.

 VORENTWURFSAKTE Nr.: ...

ZIMMER:....		Veranschlagung			Vor- rangs- reihen- folge (*)	R _w + ctr
Artikel	Beschreibung der Arbeiten	Quantität	Einheitspreis	Gesamt- betrag		
1k	Sonstige Arbeiten...					
	Gesamtbetrag für den Punkt 1					
2	Decke und Wand					
2a	Decke: Anbringung einer Zwischendecke als Doppelung					
2b	Verkleidung einer leichten Wand					
2c	Sonstige Arbeiten					
	Gesamtbetrag für den Punkt 2					
3	Besondere Techniken					
3a	Luftzufuhrvorrichtung: im Fensterrahmen					
3b	Luftzufuhrvorrichtung : Lufteinlass durch die Mauer					
3 c	Luftabzugvorrichtung: Luftabzug durch die Mauer					
3d	Luftabzugvorrichtung: Luftabzug durch den Speicher					
3e	Mechanische Belüftung im Speicher					
3f	Sonstige Arbeiten...					
	Gesamtbetrag für den Punkt 3:					

N.B.: Unzutreffendes bitte streichen.

 VORENTWURFSAKTE Nr.: ...

4		Bedachung			Veranschlagung	Vor-rangs-reihen-folge (*)	R _w + ctr
Artikel	Beschreibung der Arbeiten	Quantität	Einheitspreis	Gesamt-betrag			
4a	Flachdach: Isolierung durch Trapezblech						
4b	Satteldach: Anbringung einer Doppelung der Dachflächen						
4c	Satteldach: Anbringung einer Doppelung des Speicherbodens						
4d	Sonstige Arbeiten...						
Gesamtbetrag für den Punkt 4:							

5		Sonstige Arbeiten			Veranschlagung	Vor-rangs-reihen-folge (*)	R _w + ctr
Artikel	Beschreibung der Arbeiten	Quantität	Einheitspreis	Gesamt-betrag			
Gesamtbetrag für den Punkt 5:							

N.B.: Unzutreffendes bitte streichen.

**ZUSAMMENFASSUNG: GESAMTBETRAG DER VERANSCHLAGUNG DER
SCHALLDÄMMUNGSARBEITEN FÜR DAS GEBÄUDE**

Aktennummer: ...

<u>VERANSCHLAGUNG</u>	<u>GESAMTBETRAG</u>
------------------------------	----------------------------

Gesamtbetrag für Punkt 1:	
Gesamtbetrag für Punkt 2:	
Gesamtbetrag für Punkt 3:	
Gesamtbetrag für Punkt 4:	
Gesamtbetrag für Punkt 5:	
Gesamtbetrag für die Arbeiten (ausschl. MwsT):	
MwsT (6%):	
MwsT (21%):	
Gesamtbetrag für die Arbeiten (einschl. MwsT):	

**Bitte der vorliegenden Akte eine ausführliche Veranschlagung der Honorare des
Privattaxators beifügen**

Ausgefertigt in, am

Der Privattaxator:

Der Architekt,

Der Akustiker,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2001 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen als Anlage beigefügt zu werden.

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Serge KUBLA

Anlage V**ERKLÄRUNG ZUR FERTIGSTELLUNG DER SCHALLDÄMMUNGSARBEITEN
FÜR EIN IN DER ZONE B DES LÄRMBELASTUNGSPLANS GELEGENES
GEBÄUDE****Standort des Gebäudes:***Straße:**Nr.:**Postleitzahl:**Gemeinde:**Anzahl der Personen, die ihren Wohnsitz in diesem Gebäude haben:**Aktennummer: B/ZB/...***Antragsteller:***Name:**Vorname:**Anschrift:**Telefon/Handy:***Privattaxator:*****Nr. der Zulassung:*****Akustiker****Architekt***Name:**Name:**Anschrift:**Anschrift:**Tel.:**Tel.:****BITTE DIE BETREFFENDEN HONORARRECHNUNGEN BEIFÜGEN*****Unternehmer:***Name:**Befähigungsnummer:**Anschrift:**Telefon/Handy:****BITTE ALLE UNTERLAGEN ZUR RECHTFERTIGUNG DER AUSGEFÜHRTEN ARBEITEN
BEIFÜGEN (einschließlich der ausführlichen Rechnungen)***

**ERKLÄRUNG ZUR FERTIGSTELLUNG DER SCHALLDÄMMUNGSARBEITEN FÜR
DAS GEBÄUDE**

Formular zu fotokopieren

Ein Formular je Raum, der zu isolieren ist

Zimmer:

Artikel	Entspricht der Vorentwurfsakte (*)		Begründung bei Nichtüberein- stimmung (**)	Tatsächlich berechneter Preis ausschl. MwsT
1a	JA	NEIN		
1b	JA	NEIN		
1c	JA	NEIN		
1d	JA	NEIN		
1e	JA	NEIN		
1f	JA	NEIN		
1g	JA	NEIN		
1h	JA	NEIN		
1i	JA	NEIN		
1j	JA	NEIN		
1k	JA	NEIN		
Gesamtbetrag für Posten 1				
2a	JA	NEIN		
2b	JA	NEIN		
2c	JA	NEIN		
Gesamtbetrag für Posten 2				
3a	JA	NEIN		
3b	JA	NEIN		
3c	JA	NEIN		
3d	JA	NEIN		
3e	JA	NEIN		
3f	JA	NEIN		
Gesamtbetrag für Posten 3				

**ERKLÄRUNG ZUR FERTIGSTELLUNG DER SCHALLDÄMMUNGSARBEITEN FÜR
DAS GEBÄUDE**

Artikel	Entspricht der Vorentwurfsakte (*)		Begründung bei Nichtüberein- stimmung (**)	Tatsächlicher berechneter Preis ausschl. MswT
4a	JA	NEIN		
4b	JA	NEIN		
4c	JA	NEIN		
4d	JA	NEIN		
Gesamtbetrag für Posten 4				
5	JA	NEIN		
Gesamtbetrag für Posten 5				
GESAMTBETRAG FÜR DIE ARBEITEN AUSSCHL. MwsT				

GESAMTBETRAG FÜR DIE ARBEITEN EINSCHL. MwsT	
--	--

* Unzutreffendes bitte streichen

** ggf. mit Anlagenblättern ergänzen

Der Antragsteller nimmt Kenntnis davon, dass der Betrag der Beihilfe, zuzüglich MWSt dem Unternehmer unmittelbar ausgezahlt wird, und dass die Honorare des Privattaxators ihm ebenfalls unmittelbar ausgezahlt werden.

Ausgefertigt in

am,

Der bzw. die Unternehmer

Der Antragsteller

Der Unterzeichnete bescheinigt, dass alle in der vorliegenden Erklärung aufgeführten Arbeiten tatsächlich ausgeführt worden sind.

Der Privattaxator:

Der Akustiker,

Der Architekt,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2001 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 31. Mai 2001 zur Festlegung der auf die in der zweiten Zone (Zone B) des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gelegenen Wohnhäuser anwendbaren Begleitmaßnahmen als Anlage beigefügt zu werden.

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Serge KUBLA

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2001 — 2067

[C — 2001/27451]

18 JULI 2001. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens

De Minister bevoegd voor het luchthavenbeheer,

Gelet op het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden, gewijzigd op 8 juni 2001;

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1bis, gewijzigd op 8 juni 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van het besluit van 31 mei 2001 van de Waalse Regering tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, wordt verstaan onder :

1. werken : de geluidsisolatiwerken bedoeld in voornoemd besluit van de Waalse Regering, voor zover de vervangen bestanddelen van dezelfde aard zijn als de bestaande, of als gelijkwaardige bestanddelen;

2. ondernemer : elke natuurlijke of rechtspersoon die het kwalificatieattest afgeleverd door « Qualisound » heeft gekregen en erkend is door het Waalse Gewest overeenkomstig de bepalingen van een overeenkomst die door het Gewest en Qualisound werd ondertekend;

3. privé schatter : solidaire vereniging van een architect ingeschreven op het tableau of op de lijst van de stagiairs van de Orde der Architecten en een in de akoestiek gespecialiseerde ingenieur die instemmen met de beginselen omschreven in de kaderovereenkomst opgenomen in bijlage I bij dit besluit en die staan op de lijst van de privé schatters erkend door het Waalse Gewest.

De lijst der erkende privé schatters wordt regelmatig door het Waalse Gewest verspreid. Op die lijst wordt voor elke privé schatter het erkenningsnummer vermeld dat hem door het Waalse Gewest werd toegewezen.

Art. 2. De waarde van de geluidsvermindering in een lokaal wordt bepaald door de coëfficiënt.

$$D_{nT}, W + C^{tr}$$

die omschreven wordt als de afgewogen gestandaardiseerde brutoïsolatie (geluid « wegen ») volgens de norm EN - ISO 717-1, en uitgedrukt in dB (A).

Die waarde kan ter plaatse worden opgemeten door middel van een kunstmatige geluidsbron volgens de beginselen van de norm EN - ISO-140-5 : 1998 via de methode van de « globale luidspreker », onder voorbehoud van wat volgt :

1° op punt 5.2 is de luidspreker van het type « alle richtingen » en wordt zo mogelijk op een hoogte van één meter boven de hoogste dakgoot geplaatst. Beperkingen op die plaats worden evenwel aanvaard indien dat vereist wordt door praktische omstandigheden. De opmetingen worden verricht met een minimum van twee verschillende opstellingen tegenover de geluidsbron per gebouw zodat de gevels op een correcte manier aan de geluidsgolven worden blootgesteld;

2° op punt 4.2 brengt de luidspreker een versterkt geluid voor;

3° op punt 5.3 worden de opmetingen verricht op de normale frequenties met verschillen van één octaaf.

HOOFDSTUK II. — *Regeling van de begeleidingsmaatregelen*

Art. 3. Het model van het aanvraagformulier voor het krijgen van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 4 van voornoemd besluit van de Waalse Regering is opgenomen in bijlage II bij dit besluit.

Art. 4. Het model van de modelovereenkomst bedoeld in artikel 3, § 4, van voornoemd besluit van de Waalse Regering is opgenomen in bijlage III bij dit besluit. Bedoelde modelovereenkomst mag worden ingevuld door de privé schatter en de aanvrager voor zover daar geen bijkomende kosten voor het Waalse Gewest mee gepaard gaan.

Art. 5. Het model van de modelovereenkomst bedoeld in artikel 7, § 2, van voornoemd besluit van de Waalse Regering dat door de privé schatter moet worden ingevuld, is opgenomen in bijlage IV bij dit besluit.

Overeenkomstig artikel 7, § 2, van voornoemd besluit van de Waalse Regering wordt door de aanvrager aan de instelling overgemaakt. Bij bedoeld voorontwerpdossier wordt een omstandige en verantwoorde schatting van het ereloon van de privé schatter gevoegd, waarbij onder meer rekening gehouden wordt met de werklast van de hem toevertrouwde taken. Het bedrag van dat ereloon mag schommelen tussen 1 250 euro (50 425 BEF) en 2 500 euro (100 850 BEF) BTW niet inbegrepen.

Art. 6. § 1. Indien blijkt dat technische of stedenbouwkundige specificiteiten van een woongebouw een geluidsisolatie in de weg staan of dat technische oplossingen buitensporige werkzaamheden zouden vergen, namelijk waarvan de geschatte kostprijs hoger is dan of gelijk is aan de koopwaarde van het gebouw, maakt de instelling de zaak in uitvoering van artikel 9 van voornoemd besluit van de Waalse Regering binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het voorontwerpdossier bedoeld in artikel 7, § 2, en in artikel 8, § 2, van voornoemd besluit van de Waalse Regering aanhangig bij de commissie die haar advies terzake van de isolatiewerkzaamheden verleent, zodat bedoelde commissie daar een technisch verslag over kan opstellen.

§ 2. De termijn voorzien in artikel 8, § 2, van voornoemd besluit van de Waalse Regering wordt opgeschort en de procedure wordt hervat vanaf de ontvangst van het voorontwerpdossier dat wordt aangevuld door het technisch verslag bedoeld in bovenstaande paragraaf.

§ 3. Op grond van bedoeld technisch verslag kan de instelling weigeren om in te stemmen met de uitvoering van de werkzaamheden en voorstellen om het gebouw volgens een onderhandse procedure zoals die gevolgd wordt bij een economisch uitbreidingsgebied, over te kopen.

Art. 7. Overeenkomstig artikel 11 van voornoemd besluit van de Waalse Regering worden op grond van het uitvoeringsdossier dat door de privé schatter opgesteld wordt, minstens drie ondernemers aangesproken door de privé schatter. Hun prijsoffertes, die door de privé schatter worden vergeleken, worden overgemaakt aan de instelling, samen met de adresgegevens van de door de aanvrager uitgekozen ondernemer(s), op grond van objectieve criteria, onder meer het bedrag van de offerte en/of de termijn die voorgesteld is voor de uitvoering van de werken.

Art. 8. Overeenkomstig artikel 16 van voornoemd besluit van de Waalse Regering kan het bedrag van de tegemoetkoming mits voorafgaandelijke toestemming van de instelling worden opgetrokken wanneer bij de uitvoering van de werkzaamheden verborgen gebreken worden vastgesteld. Het ereloon van de privé schatter kan eveneens worden opgetrokken voor zover het maximumbedrag bedoeld in artikel 5 van voornoemd besluit van de Waalse Regering niet overschreden wordt.

Art. 9. § 1. De voltooiingsverklaring bedoeld in artikel 12, § 1, van voornoemd besluit van de Waalse Regering, die ingevuld en ondertekend moet worden door de aanvrager, de privé schatter en de ondernemer, is opgenomen in bijlage V bij dit besluit.

§ 2. Het attest van de privé schatter waarmee het resultaat van de verkregen geluidsvermindering wordt gewaarborgd, wordt opgesteld aan de hand van een document met het opschrift van de privé schatter en vermeldt minstens de waarborg dat alle maatregelen werden getroffen om het geluidsniveau te bereiken bedoeld in artikel 2, § 3, van voornoemd besluit van de Waalse Regering.

Art. 10. § 1. Overeenkomstig artikel 12, § 2, van voornoemd besluit van de Waalse Regering wordt de tegemoetkoming door de instelling betaald vanaf de kennisgeving van diens eindbeslissing inzake het toekennen van het tegemoetkomingsbedrag en binnen de zestig dagen na ontvangst van de documenten.

§ 2. Het bedrag van de tegemoetkoming, vermeerderd met het BTW-bedrag, wordt rechtstreeks aan de ondernemer betaald die de geluidsisolatiewerken heeft uitgevoerd.

Het ereloon van de privé schatter, vermeerderd met het BTW-bedrag, worden hem rechtstreeks betaald door de instelling.

Art. 11. § 1. Overeenkomstig artikel 14 van voornoemd besluit van de Waalse Regering kunnen de privé schatter en/of de ondernemer binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van de vaststelling door de instelling hun standpunt aan de instelling bekendmaken bij ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst.

De termijn van honderd twintig dagen wordt opgeschort tot de kennisgeving van de beslissing van de instelling of van de minister bij beroep.

De privé schatter en/of de ondernemer kunnen ook vragen om gehoord te worden door de instelling vóór het verstrijken van voornoemde termijn van dertig dagen.

Binnen diezelfde termijn kunnen de privé schatter en/of de ondernemer een tegensprekelijke vaststelling aanvragen die opgemaakt moet worden in aanwezigheid van betrokken partijen en van de aanvrager.

Na kennis te hebben genomen van de hierboven bedoelde bestanddelen, beoordeelt de instelling of er maatregelen getroffen dienen te worden om de toestand te verhelpen en deelt zijn beslissing mee aan de privé schatter en aan de ondernemer binnen een termijn van vijftien dagen.

§ 2. De privé schatter en/of de ondernemer die de beslissing betwisten, kunnen een beroep indienen bij de minister binnen een termijn van dertig dagen vanaf de kennisgeving van de beslissing. Het beroep wordt ingediend bij ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst.

Het beroep schort de uitvoering van de beslissing op.

De minister is verplicht om zijn beslissing te treffen binnen een termijn van dertig dagen vanaf de ontvangst van het beroep. Bij gebreke daarvan wordt de beslissing waarop het beroep betrekking heeft, bevestigd.

§ 3. De minister kan de vastgelegde termijn van honderd twintig dagen om de toestand te verhelpen, laten verlengen. De aanvraag tot verlenging, met redenen omkleed, moet ingediend worden door de privé schatter en de ondernemer bij ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst, tien dagen vóór het verstrijken van de termijn van honderd twintig dagen.

§ 4. Wanneer het beoogde geluidsniveau nog steeds niet is bereikt, belast de instelling de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest ermee de bedragen die respectievelijk aan de privé schatter en de ondernemer werden uitbetaald, terug te vorderen.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Namen, 18 juli 2001.

Bijlage I

Modelovereenkomst bedoeld in artikel 3, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens

TUSSEN

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering in de persoon van diens Minister van Economie, KMO's, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

hierna « het Waals Gewest » genoemd.

EN

.....
.....

hierna « de privé schatter » genoemd.

Werd het volgende overeengekomen :

Artikel 1. De privé schatter verbindt zich ertoe de hem opgelegde verplichtingen uit het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en uit de uitvoeringsbesluiten ervan na te leven.

De privé schatter verbindt zich ertoe de bepalingen van deze overeenkomst na te leven.

Deze overeenkomst heeft enkel betrekking op de werken die in de voornoemde besluiten worden bepaald.

Art. 2. De lijst met de erkende privé schatters wordt regelmatig door het Waalse Gewest verspreid. In die lijst wordt voor elke privé schatter diens erkenningsnummer aangegeven dat hij op elk afgeleverd document moet vermelden.

De privé schatter verbindt zich ertoe deel te nemen aan de informatievergaderingen die op initiatief van het Waalse Gewest worden gehouden.

Art. 3. De privé schatter verbindt zich ertoe een degelijke verzekering aan te gaan voor zijn burgerlijke beroepsaansprakelijkheid.

Art. 4. De privé schatter verbindt zich ertoe een ereloon te vragen dat schommelt tussen 1 250 euro (50 425 BEF) en 2 500 euro (100 850 BEF), BTW niet inbegrepen.

Overeenkomstig artikel 5, tweede lid, van het ministerieel besluit van 18 juli 2001 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens stelt de privé schatter een omstandige en verantwoorde schatting van zijn ereloon op die hij bij het voorontwerpdossier voegt dat ter goedkeuring aan de instelling wordt voorgelegd.

Art. 5. Voornoemd ereloon is bestemd voor de vergoeding van alle taken die de privé schatter worden toevertrouwd van de uitwerking van het dossier voor de aanvraag van de tegemoetkoming tot en met de betaling daarvan, waarin inbegrepen zijn de eventuele stappen die hij moet ondernemen om een stedenbouwkundige vergunning te krijgen en, indien nodig, voor de veiligheidscoördinatie.

Art. 6. Het ereloon wordt rechtstreeks aan de privé schatter uitbetaald, en wel in twee fasen :

— 50 % van het verschuldigde ereloon wordt hem gestort binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van de beslissing van de instelling over het voorontwerpdossier bedoeld in de artikelen 8, 9 en 10 van voornoemd besluit van de Waalse Regering ongeacht de aard van de door de instelling getroffen beslissing;

— het restbedrag wordt gestort op het ogenblik waarop de tegemoetkoming bedoeld in de artikelen 12 en 13 van voornoemd besluit van de Waalse Regering wordt betaald ongeacht de aard van de door de instelling getroffen beslissing met betrekking tot het verlenen van de tegemoetkoming aan de aanvrager.

Art. 7. De privé schatter verbindt zich ertoe de instelling in te lichten over de vergeleken prijsoffertes van de aangesproken ondernemers en haar de adresgegevens over te maken van de door de aanvrager uitgekozen ondernemer(s) voor de uitvoering van de werken.

Indien het bedrag van de prijsoffertes het bedrag dat in het voorontwerpdossier geschat werd, met meer dan 15 % overschrijdt, verbindt de privé schatter zich ertoe een nieuwe offerteaanvraag in te dienen in het kader van de taken die hem krachtens deze modelovereenkomst werden toevertrouwd.

Indien de nieuwe offerteaanvraag opnieuw het bedrag dat in het voorontwerpdossier geschat werd, met meer dan 15 % overschrijdt, moet de privé schatter in het kader van de taken die hem krachtens deze modelovereenkomst werden toevertrouwd, een nieuw dossier indienen met een bijgestelde schatting.

Indien bij de uitvoering van de werken andere werken moeten worden verricht die niet voorzien konden worden toen het dossier werd uitgewerkt, verbindt de privé schatter zich ertoe de instelling daar onverwijld over in te lichten.

De instelling beschikt over een termijn van twee werkdagen om de privé schatter in te lichten over de beslissing die ze getroffen heeft wat de verdere uitvoering van de werken betreft. Bij gebreke van een beslissing door de instelling binnen die termijn mogen de werken ten laste van het Waalse Gewest worden uitgevoerd.

Art. 8. De ondertekening van deze overeenkomst door de minister of diens afgevaardigde geldt als erkenning van de privé schatter. De aldus erkende privé schatter wordt opgenomen op de lijst bedoeld in artikel 2 van deze overeenkomst.

Indien de privé schatter de beginselen omschreven in deze overeenkomst niet naleeft, kan de minister bij besluit overgaan tot de intrekking van de erkenning als privé schatter nadat laatstgenoemde door de instelling werd ingelicht over de voorgenomen schrapping en hem de mogelijkheid geboden werd om zijn standpunt bekend te maken en zich te verdedigen.

Art. 9. Alle bepalingen van deze overeenkomst en de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en van de uitvoeringsbesluiten ervan zijn ondeelbaar en kunnen slechts in onderling en wederzijds verband worden geïnterpreteerd.

Art. 10. Deze overeenkomst valt onder Belgisch recht.

Geschillen in verband met diens interpretatie of uitvoering ressorteren onder de bevoegdheid van de rechtbanken van Namen.

Opgemaakt te Namen, op ... en twee exemplaren, waarbij elke partij erkent één te hebben gekregen.

Voor het Waalse Gewest,

S. KUBLA

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën

Voor de privé-schatter,

...

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 18 juli 2001 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage II**Aanvraag voor een tegemoetkoming voor de geluidsisolatie van een woongebouw gelegen in zone B van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder**

KADER I	IDENTIFICATIE AANVRAGER
(Hoofdletters gebruiken)	
Naam en voornaam van de aanvrager:.....	
Straat.....Nummer.....PB.....	
Postcode Plaats.....	
Privé telefoonnr.:..... Telefoonnr. werk :.....	
Voor snelle contactname	
KADER II	IDENTIFICATIE GEBOUW
Straat :.....nr.....PB.....	
Postcode :.....Gemeente :.....	
Kadastraal nr.:..... Aanslagbiljet onroerende heffing bijvoegen	
a) Aantal op dat adres gedomicilieerde personen:.....	
Recent gezinssamenstellingsbewijs bijvoegen.	
Domiciliëringsuittreksel bijvoegen.	
b) De woning is uitsluitend of gedeeltelijk bestemd voor bewoning,	
<input type="checkbox"/> JA	
<input type="checkbox"/> NEE	
KADER III (zie lijst als bijlage)	IDENTIFICATIE PRIVE SCHATTER
Erkenningsnummer :.....	
<u>Akoestiekexpert:</u>	
Naam:.....	
Adres:.....	
.....	
Telefoon :.....	
<u>Architect:</u>	
Naam:.....	
Adres:.....	
.....	
Telefoon:.....	
MODELOVEREENKOMST ALS BIJLAGE BIJVOEGEN	

KADER IV

IDENTIFICATIE BEWONER

Ondergetekende, (naam en voornaam)

- natuurlijke persoon
 rechtspersoon van openbaar recht of nut
 privaatrechtelijke rechtspersoon

handelend in de hoedanigheid van

eigenaar de dato 16/01/01 voor de luchthaven van Luik Bierset
 op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot bepaling van zone B voor elke luchthaven dat onder het Waalse Gewest ressorteert.

**EIGENDOMSBEWIJS VAN HET KANTOOR VAN REGISTRATIE EN DOMEINEN
BIJVOEGEN**

houder van een recht van erfpacht of van opstal dd 16/01/01 voor de luchthaven van Luik-Bierset op datum van inwerkingtreding van het besluit tot bepaling van zone B voor elke luchthaven dat onder het Waalse Gewest ressorteert.

**EIGENDOMSBEWIJS VAN HET KANTOOR VAN REGISTRATIE EN DOMEINEN
BIJVOEGEN**

+ afschrift bouwvergunning

- houder van een huishuur die niet verstrijkt vóór 2 jaar
 houder van een recht van vruchtgebruik

- 1° Vraagt een tegemoetkoming voor geluidsisolatie in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en diens toepassingsbesluiten;
- 2° Verklaart kennis te hebben genomen van en in te stemmen met de voorwaarden bepaald in voorgenoemde besluiten ;
- 3° Stemt in met het bezoek van het gebouw door de instelling belast met de controles over de naleving van de voorwaarden voor het verlenen van de tegemoetkoming, vanaf de datum van de aanvraag tot na beëindiging van de werken.

Opgemaakt te, op

Handtekening :

- De instemming van de eigenaars dient in navolgend kader te worden vermeld.

KADER V	IDENTIFICATIE EIGENAAR
<p>Ondergetekende, (naam, voornaam en adres van eigenaar[s]).....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p>	
<p>handelend als eigenaar dd. 16/01/01 voor de luchthaven van Luik-Bierset op datum van inwerkingtreding van het besluit tot bepaling van zone B voor elke luchthaven dat onder het Waalse Gewest ressorteert.</p>	
<p style="text-align: center;">EIGENDOMSBEWIJS VAN HET KANTOOR VAN REGISTRATIE EN DOMEINEN BIJVOEGEN</p>	
<p>1° stemt in met de tegemoetkoming voor de geluidsisolatie in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en diens toepassingsbesluiten;</p>	
<p>2° verklaart kennis te hebben genomen van de voorwaarden bepaald in voormeld besluit;</p>	
<p>3° Stemt in met het bezoek van het gebouw door de instelling belast met de controles over de naleving van de voorwaarden voor het verlenen van de tegemoetkoming, vanaf de datum van de aanvraag tot na beëindiging van de werken ;</p>	
<p>4° bewijst in het geval dat mijn huurder een tegemoetkomingsaanvraag heeft ingediend, dat hij houder is van een huurovereenkomst.</p>	
<p>Handtekening(en) eigenaar(s) :</p>	

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 18 juli 2001 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

De Minister van Economie, KMO's, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage III

Modelovereenkomst bedoeld in artikel 3, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens

TUSSEN

.....
 Hierna « de aanvrager » genoemd.

EN

.....
 Hierna « de privé-schatter » genoemd.

Werd het volgende overeengekomen :

Artikel 1. De privé-schatter erkent een erkenning te hebben gekregen van het Waalse Gewest als privé-schatter en de modelovereenkomst bedoeld in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens te hebben ondertekend.

Datum ondertekening modelovereenkomst :

Erkenningsnummer :

Art. 2. De privé schatter verbindt zich ertoe alle taken die hem van de uitwerking van het dossier voor de aanvraag van een tegemoetkoming tot de betaling ervan toevertrouwd worden, na te leven, daarbij inbegrepen de eventuele stappen die nodig zijn voor het krijgen van een stedenbouwkundige vergunning en indien nodig de veiligheidscoördinatie.

Art. 3. De privé schatter verbindt zich ertoe het geldelijk nadeel te herstellen dat de aanvrager zou hebben ondergaan en die hij door fout of nalatigheid van de schatter gedeeltelijk of geheel mis zou lopen.

Art. 4. Bij weigering van de tegemoetkoming door toedoen van een fout of nalatigheid van de aanvrager verbindt deze zich ertoe de privé-schatter voor de bewezen diensten te vergoeden.

Art. 5. De privé-schatter verbindt zich ertoe een ereloon te vragen dat tussen 1 250 euro (50 425 BEF) en 2 500 euro (100 850 BEF) schommelt, BTW niet inbegrepen, met dien verstande dat de kostprijs van de door het Waals Gewest gewaarborgde tussenkomst die bedragen niet mag overschrijden.

Overeenkomstig artikel 5, tweede lid, van het ministerieel besluit van 18 juli 2001 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, stelt de privé-schatter een omstandige en verantwoorde schatting op van het ereloon en voegt die bij het voorontwerpdossier dat ter goedkeuring aan de instelling overgemaakt wordt.

Het vastgelegde ereloon dekt alle taken die de privé schatter worden toevertrouwd, zoals bedoeld in artikel 2 van deze overeenkomst.

Art. 6. Het ereloon wordt rechtstreeks aan de privé schatter uitbetaald, en wel in twee fasen :

— 50 % van het verschuldigde ereloon wordt hem gestort binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van de beslissing van de instelling over het voorontwerpdossier bedoeld in de artikelen 8, 9 en 10 van voornoemd besluit van de Waalse Regering ongeacht de aard van de door de instelling getroffen beslissing;

— het restbedrag wordt gestort op het ogenblik waarop de tegemoetkoming bedoeld in de artikelen 12 en 13 van voornoemd besluit van de Waalse Regering wordt betaald ongeacht de aard van de door de instelling getroffen beslissing met betrekking tot het verlenen van de tegemoetkoming aan de aanvrager.

Opgemaakt te Namen, op ... en twee exemplaren, waarbij elke partij erkent één te hebben gekregen.

Voor de privé-schatter,

.....

Voor de aanvrager,

.....

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 18 juli 2001 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage IV**VOORONTWERPDOSSIER GELUIDSISOLATIEWERKEN
VOOR EEN GEBOUW GELEGEN IN ZONE B VAN HET PLAN
M.B.T. BLOOTSTELLING AAN HET GELUID****Ligging gebouw:***Straat:**Nr :**Postcode:**Gemeente:**Aantal gedomicilieerde personen:**Dossiernummer: B/ZB/...***Aanvrager:***Naam:**Voornaam:**Adres:**Telefoon/GSM:***Privé schatter:****Erkenningsnummer :****Acoustiekspecialist***Naam:**Adres:**Tel:***Architect***Naam:**Adres:**Tel:*

Te isoleren lokalen	Aanvankelijke afgewogen gestandaardiseerde brutto-isolatie D _n T weg	Te bereiken afgewogen gestandaardiseerde brutto-isolatie D _n T weg
<u>Lokaal:</u>		
1		
2		
3		
4		
5		
Living		
Eetkamer		
Keuken		
Hall		
Badkamer		
Studeerkamer		
Andere:		
	-	
	-	
	-	
	-	
	-	

VOORONTWERPDOSSIER nr. : ...

Moet gefotokopieerd worden
1 exemplaar per lokaal dat geïsoleerd moet worden

LOKAAL:...		Schatting		Prioriteit (*)	R _w + ctr
Artikel	Omschrijving werken	Hoeveelheid	Prijs per eenheid	Totale prijs	
1	Buiten- en binnenschrijnwerkerij.				
1a	Buitenvensters : vervanging schrijnwerkerij en beglazing. H x L				
1b	Buitenvensters: vervanging beglazing. H x L				
1c	Buitenvensters: Plaatsing van schrijnwerkerij en beglazing op de bestaande infrastructuur. H x L				
1d	Vervanging schrijnwerkerij en beglazing dakvensters. H x L				
1e	Koffer rolluik: isolatie koffer. H x L				
1f	Buitendeur: herstelling waterdichtheid deur.				
1g	Buitendeur: vervanging. H x L				
1h	Binnendeur: plaatsing akoestische deur. H x L				
1i	Binnendeur: vrijslijping.				
1j	Zoldertrap: vervanging luik.				

(*) van 1 naar 3.

N.B. : Schrappen wat niet past.

VOORONTWERPDOSSIER NR. : ...

LOKAAL:...		Schatting		Prioriteit	R _w + ctr
Artikel	Omschrijving werken	Hoeveelheid	Prijs per eenheid	Totale prijs	
1k	Andere werken ...				
				Totaal punt 1:	
2	Plafond en binnenmuur.				
2a	Plafond: verdubbeling als vals plafond.				
2b	Verdubbeling lichte binnenmuur.				
2c	Andere.				
				Totaal punt 2:	
3	Speciale technieken.				
3a	Luchtaanbrenging in raamwerk.				
3b	Luchtaanbrenging via muur				
3c	Luchtevacuatie via muur.				
3d	Luchtevacuatie via zolder.				
3e	Mechanische verluchting in zolderruimte.				
3f	Andere werken...				
				Totaal punt 3:	

N.B. : Schrappen wat niet past.

VOORONTWERPDISSIER NR. : ...

4 Dak		Schatting		Prioriteit	R _w + ctr
Artikel	Omschrijving werken	Hoeveelheid	Prijs per eenheid	Totale prijs	
4a	Plat dak: isolatie door stalen bak.				
4b	Hellend dak: verdubbeling hellingen.				
4c	Hellend dak: verdubbeling plankenvloer zolderruimte.				

4d Andere werken ...

Totaal punt 4:

5 Andere		Schatting		Prioriteit	R _w + ctr
Artikel	Omschrijving werken	Hoeveelheid	Prijs per eenheid	Totale prijs	

Totaal punt 5:

N.B. : Schrapen wat niet past.

OVERZICHT TOTAALBEDRAGEN SCHATTING
GELUIDSISOLATIEWERKEN VOOR HET GEBOUW

Dossier NR.: ...

SCHATTING	TOTAALPRIJS
Totaal punt 1:	
Totaal punt 2:	
Totaal punt 3:	
Totaal punt 4:	
Totaal punt 5:	
Totaalbedrag werken (excl. BTW):	
BTW (6 %):	
BTW (21 % :	
Totaalbedrag werken (met BTW):	

De omstandige schatting van het ereloon van de privé schatter moet gevoegd worden bij dit dossier.

Opgemaakt te _____, op _____

De privé schatter :

De architect,

De akoestiekexpert,

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 18 juli 2001 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

De Minister van Economie, KMO's, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

Bijlage V**VOLTOOIINGSVERKLARING GELUIDSISOLATIEWERKEN
VOOR EEN GEBOUW GELEGEN IN ZONE B VAN HET PLAN
M.B.T. BLOOTSTELLING AAN GELUID****Ligging gebouw:***Straat:**Nr:**Postcode:**Gemeente:**Aantal gedomicilieerde personen:**Dossiernummer: .../ZB/...***Aanvraag:***Naam:**Voornaam:**Adres:**Telefoon/GSM:***Privé schatter:****Erkenningsnummer :****Akoestiekexpert***Naam:***Architect***Naam:**Adres:**Adres:**Tel:**Tel:***SAMENGEVOEGD ERELOON BIJVOEGEN****Ondernemer(s) :***Naam :**Kwalificatienummer:**Adres:**Tel:*

ALLE BEWIJSSTUKKEN VAN DE WERKEN BIJVOEGEN
(DAARBIJ DE GEDETAILLEERDE REKENINGEN TOEVOEGEN)

VOLTOOIINGSVERKLARING WERKEN AAN GEBOUW

Dit formulier moet gefotokopieerd worden
1 formulier per lokaal waar werken zijn uitgevoerd

Lokaal:

Artikels	Conform aan voorontwerpdossier (*)	Verantwoording indien niet conform (**)	Reëel gefactureerde prijs buiten BTW
1a	JA	NEE	
1b	JA	NEE	
1c	JA	NEE	
1d	JA	NEE	
1e	JA	NEE	
1f	JA	NEE	
1g	JA	NEE	
1h	JA	NEE	
1i	JA	NEE	
1j	JA	NEE	
1k	JA	NEE	
Totaal post 1			
2a	JA	NEE	
2b	JA	NEE	
2c	JA	NEE	
Totaal post 2			
3a	JA	NEE	
3b	JA	NEE	
3c	JA	NEE	
3d	JA	NEE	
3e	JA	NEE	
3f	JA	NEE	
Totaal post 3			

VOLTOOIINGSVERKLARING WERKEN AAN GEBOUW

Artikels	Conform aan voorontwerpdossier (*)	Verantwoording indien niet conform (**)	Reëel gefactureerde prijs buiten BTW
4a	JA	NEE	
4b	JA	NEE	
4c	JA	NEE	
4d	JA	NEE	
Totaal post 4			
5	JA	NEE	
Totaal post 5			

TOTAAL WERKEN BUITEN BTW:**TOTAAL WERKEN BTW INBEGREPEN:*****SCHRAPPEN WAT NIET PAST****** OP AFZONDERLIJK BLAD INDIEN NODIG.**

De aanvrager neemt nota van het feit dat het bedrag van de tegemoetkoming vermeerderd met de BTW rechtstreeks aan de ondernemer wordt betaald en dat het ereloon van de privé schatter hem ook rechtstreeks wordt betaald.

Opgemaakt te

op

De ondernemer (s),

De aanvrager,

Ondergetekende verklaart dat wat vermeld is op deze verklaring ook is uitgevoerd.

Privé schatter :

De akoestiek specialist,

De architect,

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 18 juli 2001 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2001 tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de woongebouwen gelegen in de tweede zone (zone B) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens.

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA